

fares, vos intérêts, vos familles, vos parents et tous ceux qui vous appartiennent, afin que, munis de la bénédiction de Dieu, nous puissions tous attendre avec confiance le jour de ses miséricordes. Que cette bénédiction vous accompagne jusqu'à l'heure de la mort, afin que vous soyez trouvés dignes de chanter les louanges de Dieu durant toute l'éternité."

— L'horizon politique s'assombrit en Prusse, le gouvernement de l'empereur Guillaume commence à ressentir les effets des coups qu'il a portés à l'église catholique. Afin de s'attirer les bonnes grâces des sociétés secrètes et en même temps de poursuivre la série de ses succès, le cabinet prussien a traité les catholiques de l'Allemagne avec une excessive rigueur, il a chassé les communautés religieuses, mis à l'amende et même jeté en prison les prêtres et les évêques catholiques. Bismarck triomphait partout et déjà se croyait sûr de l'omnipotence dans le domaine religieux, aussi bien que dans le domaine civil.

Cependant la Providence vient de faire arriver un grand avertissement au chancelier prussien et lui montrer que l'œuvre des impies est une œuvre sans base solide. Cet avertissement lui a été donné par le résultat des élections. En tiendra-t-il compte ? c'est ce que nous ignorons ; mais nous savons qu'il en a été fort irrité.

" L'empereur même, nous dit un correspondant, secoue la tête à l'aspect de tous ces socialistes et communards qui ont surgi subitement comme des champignons. Dans les hautes sphères qui l'entourent il ne manque pas de personnes qui lui exposeront qu'une politique anti-religieuse ne peut que hâter le travail dissolvant de la démagogie....."

Bismarck est plus ardent que son impérial maître et il ne se laissera pas abattre par les frayeurs qui troublent le cerveau de l'empereur Guillaume ; sa haine contre le catholicisme pourrait même être augmentée par les échecs qu'il a subis pendant les élections ; mais qu'il sache que le terrain tremble partout sous ses pas, et que la Providence pourrait bien se charger d'accomplir seule ce que les gouvernements catholiques n'ont ni le pouvoir ni le vouloir d'exécuter : c'est-à-dire punir l'infâme.

En attendant que le jour de la rétribution arrive, l'Angleterre vient de donner, par la bouche de l'un de ses premiers hommes d'Etat, son approbation aux persécutions bismarckiennes, et de présenter ainsi au monde entier, l'exemple du fanatisme religieux le plus étroit.

Un homme bien connu pour ses opinions libérales en matière politique, Lord Russell a convoqué un grand meeting à Londres, dans le but de faire connaître à la Prusse les sentiments amicaux du peuple anglais à son égard. Par des circonstances qui nous sont inconnues, Lord Russell n'a pu assister à ce meeting ; mais il a tenu à donner un témoignage public en faveur du gouvernement allemand et il a publié la lettre suivante :

" Les mêmes principes qui m'ont fait demander la liberté et l'égalité pour les catholiques romains, pour les dissidents protestants et pour les juifs m'obligent à protester contre une conspiration dont le but est de mettre l'Allemagne dans des chaînes que l'on croira éternelles. Je m'empresse de déclarer, avec tous les amis de la liberté, et, j'en suis sûr, avec la grande majorité de la nation anglaise, que je ne pourrais plus m'appeler un ami de la liberté civile et religieuse, si je ne proclamais pas ma sympathie pour l'empereur d'Allemagne dans la noble lutte où il est engagé. Nous n'avons rien à voir dans les lois allemandes : elles peuvent être dures ; nous ne pouvons que laisser les Alle-

mands décider pour eux comme nous avons décidé pour nous. Dans tous les cas, nous en savons assez pour voir que la cause de l'empereur d'Allemagne est la cause de la liberté, et que la cause du Pape est la cause de l'esclavage."

Voilà donc où conduit le fanatisme religieux, Lord Russell, le grand libéral politique anglais, sympathise avec l'empereur Guillaume le persécuteur des catholiques, l'ennemi déclaré de la liberté de conscience. Pauvre esprit étroit qui ne voit rien au delà de sa haine contre les catholiques et contre leur Chef.

" Un correspondant, après avoir commenté cette fameuse lettre de Lord Russell, ajoute : " Lord Russell se dit et se croit très-sincèrement le plus grand libéral des trois royaumes, et il rappelle toujours qu'il a été un des premiers champions de l'émancipation des catholiques. C'est vrai, mais cela ne l'a pas empêché, quand le Pape voulut reconstituer le hiérarchie catholique en Angleterre, de remettre le feu à toutes les vieilles passions protestantes du temps d'Elisabeth et de faire voter des lois pénales contre les nouveaux évêques. Notez bien que ni l'Eglise ni le Pape ne demandaient rien à l'Etat ; que les évêques reprenaient simplement des titres mais non des églises, ni des traitements, ni quoi que ce soit ; qu'ils s'organisaient pacifiquement comme aurait pu le faire toute autre société et sans porter aucune atteinte aux lois du pays. En un mot c'était la réalisation de l'Eglise libre dans l'Etat libre....."

Si, fidèle à ses principes libéraux, Lord Russell s'était abstenu d'une pareille glorification de la force, le véritable libéralisme lui aurait été plus reconnaissant de son silence que de sa lettre intempestive et inutile.

En dépit des affirmations de Lord Russell, il paraît que le peuple anglais ne partage pas unanimement les sympathies du grand libéral anglais à l'égard de l'Allemagne. En effet, le duc de Norfolk va présider un meeting opposé à celui de Lord Russell, et dont le but est de démontrer que ce dernier, en parlant au nom du peuple anglais, abuse étrangement du nom de son pays, lequel ne lui a donné aucun mandat, aucune autorisation pour présenter ses sympathies à l'Allemagne et ses insultes gratuites à la papauté et aux catholiques du monde.

— La Confédération canadienne serait-elle menacée de dissolution complète ? Nous ne savons ce que l'avenir nous réserve ; néanmoins les points noirs se multiplient tellement dans notre ciel politique que nous sommes parfaitement justifiables de faire cette question.

Nous avons déjà les Ecoles du Nouveau-Brunswick, les affaires de Manitoba ; mais ce n'était pas assez ; il fallait encore que la Colombie Anglaise vint nous apporter son contingent de troubles et de malaise.

Voici à ce sujet quelques détails que nous empruntons au *Nouveau Monde* :

" Une dépêche de Victoria nous apprend que la séance de samedi soir à l'Assemblée Législative de la Colombie Anglaise, a été troublée par une scène de violence telle que les annales parlementaires en offrent peu d'exemples.

" Au moment où le ministère insistait sur l'altération des termes d'entrée de la province dans la Confédération, une foule s'élevant à un millier de personnes, envahit la salle des séances et demanda que la question fut soumise à l'approbation du peuple.

" Le ministère s'y refusa, alors la populace s'élança dans la Chambre et mit fin à la séance.

" Comme on peut se l'imaginer, l'excitation est à son comble, et le peuple menace de se séparer de la Confédération.